

Addenda au Fonds de Revenu Viager Restreint (FRVR) Immobilisé Fédéral

Conformément à la Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension (Canada)

Fonds de revenu de Retraite BMO Ligne d'action Inc.

Émetteur du régime – Société de fiducie BMO
100, rue King Ouest, 41e étage, Toronto (Ontario) M5X 1H3

Agissant par l'intermédiaire de son mandataire, BMO Ligne d'action Inc.

Nom du client	Code de la succursale	N° de compte

Sur réception de l'actif de retraite immobilisé conformément à la Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension (Canada), et selon les instructions du titulaire de transférer l'actif dans un fonds de revenu viager restreint, l'émetteur du régime et le titulaire conviennent que les dispositions du présent addenda sont ajoutées à la déclaration de fiducie ou à la convention de fiducie du fonds de revenu de retraite susmentionné et en font partie intégrante.

1. Législation en matière de retraite

Aux fins du présent addenda, on entend par « Loi », la Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension (Canada), et par « Règlement », le règlement pris en application de la Loi.

2. Définitions

Tous les termes du présent addenda qui sont utilisés par la Loi ou le Règlement ont le sens donné à ces termes dans la Loi ou le Règlement. Dans le présent addenda, on entend par « régime », le fonds de revenu de retraite susmentionné, régi par la déclaration de fiducie ou la convention de fiducie et les conditions supplémentaires du présent addenda. On entend par « titulaire », le titulaire du régime, le titulaire du compte ou le rentier aux termes de la déclaration de fiducie et de la demande d'adhésion au régime. On entend par « actif immobilisé », la totalité de l'actif du régime à tout moment, ce qui comprend les intérêts ou autres revenus réalisés ou accumulés jusqu'à ce moment.

3. Époux

Le terme « époux » s'entend d'une personne qui,

- a. en l'absence de toute personne indiquée au paragraphe b), à un moment donné
 - i. est mariée avec le titulaire, ou
 - ii. est partie à un mariage nul avec le titulaire; ou
- b. à un moment donné,
 - i. vit en relation conjugale avec le titulaire et
 - ii. vit ainsi avec lui depuis au moins un (1) an.

Malgré toute disposition contraire du régime, du présent addenda ou des avenants qui en font partie, aux fins des dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada) sur les fonds enregistrés de revenu de retraite, le terme « époux » ne comprend pas la personne qui n'est pas reconnue comme un époux ou un conjoint de fait par la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada).

4. Actif immobilisé seulement

Seul l'actif immobilisé peut être transféré ou détenu dans le régime.

5. Transferts

L'actif immobilisé peut seulement :

- a. être transféré dans un autre fonds de revenu viager restreint ou un régime d'épargne immobilisée restreint; ou
- b. servir à l'achat d'une rente viagère immédiate ou différée conforme aux dispositions de l'alinéa 60(1) de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada) et du Règlement.

L'émetteur du régime retiendra suffisamment d'actif immobilisé pour verser au titulaire le montant minimum requis pour l'année, conformément aux alinéas 146.3(2)(e) et (e.2) de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada).

6. Versement en cas d'invalidité

L'actif immobilisé peut être versé au titulaire en un seul versement si un médecin atteste, sous une forme jugée satisfaisante par l'émetteur du régime, que l'espérance de vie du titulaire risque d'être considérablement réduite en raison d'une invalidité physique ou mentale.

7. Versement à un non-résident

L'actif immobilisé peut être versé au titulaire si ce dernier répond aux conditions suivantes, selon des renseignements dont la nature et la forme sont jugées satisfaisantes par l'émetteur du régime :

- a. le titulaire n'est pas résident du Canada;
- b. le titulaire n'est plus résident du Canada depuis au moins deux années civiles; et
- c. le titulaire a mis fin à son emploi auprès de l'employeur qui cotisait au régime de retraite dont découlent les droits à pension immobilisés.

8. Versement d'un montant modique à partir de 55 ans

L'actif immobilisé peut être versé en un seul versement au titulaire l'année civile au cours de laquelle il atteint l'âge de 55 ans, ou toute année civile ultérieure, si

- a. le titulaire certifie que la valeur totale de l'actif dans l'ensemble des régimes enregistrés d'épargne-retraite immobilisés, des fonds de revenu viager, des régimes d'épargne immobilisés restreints et des fonds de revenu viager restreints qui ont été créés par suite d'un transfert de droits à pension aux termes de l'article 26 de la Loi ou d'un transfert autorisé par le Règlement ne dépasse pas 50 % du maximum des gains annuels ouvrant droit à pension; et
- b. le titulaire remet un exemplaire des formules 2 et 3 de l'annexe V du Règlement à l'émetteur du régime, par l'intermédiaire de son mandataire.

9. Retrait pour cause de difficultés financières

Le titulaire peut retirer l'actif immobilisé, jusqu'à concurrence du montant déterminé à l'aide de la formule $M + N$, mais sans dépasser 50 % du maximum des gains annuels ouvrant droit à pension moins tout montant retiré au cours de l'année civile pour cause de difficultés financières (aux termes des alinéas 20(1)(d), 20.1(1)(m), 20.2(1)(e) ou 20.3(1)(m) du Règlement, à partir de tout régime enregistré d'épargne-retraite immobilisée, fonds de revenu viager, régime d'épargne immobilisée restreint ou fonds de revenu viager restreint du titulaire), sachant que :

M représente le montant total des dépenses que le titulaire prévoit engager relativement à un traitement médical, un traitement lié à une invalidité ou de la technologie d'adaptation durant l'année civile;

N est égal à zéro ou, s'il est plus élevé, au résultat de la formule suivante :

$$P - Q$$

sachant que

P représente 50 % du maximum des gains annuels ouvrant droit à pension, et

Q correspond aux deux tiers du revenu total, calculé conformément à la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada), que le titulaire prévoit toucher durant l'année civile, sans tenir compte des sommes retirées pour cause de difficultés financières durant l'année en question (aux termes des alinéas 20(1)(d), 20.1(1)(m), 20.2(1)(e) ou 20.3(1)(m) du Règlement, à partir d'un régime enregistré d'épargne-retraite immobilisée, d'un fonds de revenu viager, d'un régime d'épargne immobilisée restreint ou d'un fonds de revenu viager restreint du titulaire);

et à condition que

a. le titulaire certifie qu'il n'a procédé à aucun retrait pour cause de difficultés financières durant l'année civile (aux termes des alinéas 20(1)(d), 20.1(1)(m), 20.2(1)(e) ou 20.3(1)(m) du Règlement, à partir d'un régime enregistré d'épargne-retraite immobilisée, d'un fonds de revenu viager, d'un régime d'épargne immobilisée restreint ou d'un fonds de revenu viager restreint du titulaire) autrement qu'au cours des 30 jours qui précèdent cette attestation;

b. si la valeur de M est supérieure à zéro,

(A) le titulaire certifie qu'il prévoit engager, durant l'année civile, des dépenses relativement à un traitement médical, un traitement lié à une invalidité ou de la technologie d'adaptation pour un montant dépassant 20 % du revenu total, calculé conformément à la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada), qu'il prévoit toucher durant l'année civile, sans tenir compte des sommes retirées pour cause de difficultés financières durant l'année civile (en vertu des alinéas 20(1)(d), 20.1(1)(m), 20.2(1)(e) ou 20.3(1)(m) du Règlement, à partir d'un régime enregistré d'épargne-retraite immobilisée, d'un fonds de revenu viager, d'un régime d'épargne immobilisée restreint ou d'un fonds de revenu viager restreint du titulaire), et

(B) un médecin certifie que le traitement médical, le traitement lié à une invalidité ou la technologie d'adaptation est nécessaire; et

c. le titulaire remet un exemplaire des formules 1 et 2 de l'annexe V du Règlement à l'émetteur du régime, par l'intermédiaire de son mandataire.

10. Désimmobilisation de 50 %, à une occasion, à partir de 55 ans

Si le régime est établi durant l'année civile au cours de laquelle le titulaire atteint l'âge de 55 ans ou au cours de toute année civile ultérieure, le titulaire peut, dans les 60 jours qui suivent l'établissement du régime, transférer 50 % de l'actif immobilisé dans un régime enregistré d'épargne-retraite ou un fonds enregistré de revenu de retraite si

- le régime a été créé par suite d'un transfert de droits à pension, aux termes de l'article 26 de la Loi ou d'un transfert d'un régime enregistré d'épargne-retraite immobilisé ou d'un fonds de revenu viager; et
- le titulaire remet un exemplaire de la formule 2 de l'annexe V du Règlement à l'émetteur du régime, par l'intermédiaire de son mandataire.

11. Obligation de versement d'un revenu annuel et montant minimum

Le titulaire recevra du régime un revenu dont le montant pourra varier tous les ans et dont le versement commencera au plus tard le dernier jour de la deuxième année civile du régime. Le revenu payé pour chaque année civile ne sera pas inférieur au montant minimum déterminé conformément à la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada).

12. Montant du revenu annuel

Pour toute année civile précédant l'année civile pendant laquelle le titulaire atteint l'âge de 90 ans, le revenu versé par le régime ne pourra dépasser le montant (le « montant maximum ») déterminé à l'aide de la formule suivante :

$$\frac{C}{F}$$

sachant que

C représente le solde de l'actif immobilisé

i. au début de l'année civile, ou

ii. si le montant déterminé aux termes de l'alinéa (i) est de zéro, à la date à laquelle le montant initial a été transféré dans le régime; et

F représente la valeur, au début de l'année civile, d'une prestation de pension dont le montant annuel est de 1 \$, payable le 1er janvier de chaque année entre le début de ladite année civile et le 31 décembre de l'année du 90e anniversaire du titulaire, cette valeur étant déterminée au moyen d'un taux d'intérêt qui

i. pour les 15 premières années qui suivent le 1er janvier de l'année au cours de laquelle l'actif immobilisé est évalué, est inférieur ou égal au taux moyen mensuel des obligations négociables du gouvernement du Canada échéant dans plus de 10 ans publié par la Banque du Canada, pour l'avant-dernier mois précédant le début de l'année civile, et

ii. pour toute année ultérieure, ne peut dépasser 6 pour cent.

13. Revenu annuel pendant l'année civile initiale

Pour l'année civile de l'établissement du régime, le montant maximum déterminé aux termes des paragraphes 12 ou 14 du présent addenda (selon le cas) sera multiplié par le nombre de mois restants dans cette année, divisé par 12, toute fraction de mois comptant pour un mois complet. Si, au moment de l'établissement du régime, une partie de celui-ci se composait de sommes qui avaient été détenues dans un

autre fonds de revenu viager restreint du titulaire plus tôt dans l'année civile de l'établissement du régime, le montant maximum déterminé aux termes des paragraphes 12 ou 14 du présent addenda (selon le cas) est réputé être de zéro pour cette partie du régime, pour ladite année civile.

14. Cas où le titulaire est âgé de 90 ans ou plus

Pour l'année civile pendant laquelle le titulaire atteint l'âge de 90 ans et pour toutes les années civiles ultérieures, le revenu versé par le régime ne doit pas dépasser la valeur de l'actif immobilisé immédiatement avant la date du versement.

15. Montant et fréquence des versements

Le titulaire doit informer l'émetteur du régime par écrit du montant et de la fréquence des versements pour chaque exercice. Si le titulaire ne communique aucune directive concernant le montant des versements, ou s'il communique un montant inférieur au montant minimum pour l'exercice, il recevra le montant minimum prescrit pour un fonds enregistré de revenu de retraite en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada). Si le titulaire ne communique aucune directive concernant la fréquence des versements, il recevra le montant en un versement, à la fin de l'exercice.

Si, au cours d'une année antérieure, le titulaire a fourni des directives relatives au montant et à la fréquence des versements, l'émetteur du régime ou le mandataire peut continuer d'appliquer ces directives au versement de montants ultérieurs (en supposant que ces directives demeurent acceptables en vertu de la législation applicable et que le titulaire ne fournisse pas de nouvelles directives).

Les instructions doivent être communiquées dans un délai raisonnable avant le début de l'exercice pertinent, ou à tout autre moment convenu avec l'émetteur du régime. Avec l'accord de l'émetteur du régime, le titulaire peut changer le montant et la fréquence des paiements ou demander des versements supplémentaires en donnant des directives à l'émetteur du régime.

Le titulaire doit donner à l'émetteur du régime des directives précisant la nature de l'actif immobilisé à vendre pour assurer que le régime dispose de suffisamment de liquidités pour faire les versements. Si l'émetteur du régime ne reçoit pas les directives dans un délai raisonnable avant le paiement requis, il pourra vendre, à sa discrétion, l'actif immobilisé qui lui paraîtra approprié pour obtenir les liquidités requises. L'émetteur du régime ne sera pas tenu responsable des pertes pouvant découler de cette action, notamment les pertes de placement ou la diminution de l'actif immobilisé, ni des frais de placement ou d'administration connexes.

16. Évaluation de l'actif immobilisé

L'actif immobilisé sera placé et réinvesti selon les directives du titulaire, comme le prévoit la déclaration de fiducie ou la convention de fiducie. La valeur de l'actif immobilisé, à un moment quelconque, sera déterminée conformément aux pratiques courantes du mandataire en matière d'information.

17. Restriction quant au type de rente

Si les droits à pension qui ont été transférés dans le régime n'établissaient aucune distinction fondée sur le sexe du participant, une rente viagère immédiate ou différée achetée avec l'actif immobilisé n'établira aucune telle distinction.

18. Décès du titulaire

Au décès du titulaire, l'actif immobilisé du régime sera :

- a. si le titulaire participe ou participait au régime de retraite agréé dont provient l'actif immobilisé, et qu'il y a un époux survivant :
 - i. imputé à l'achat d'une rente viagère immédiate ou différée pour l'époux du titulaire, conformément à l'alinéa 60(l) de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada);
 - ii. transféré dans un régime enregistré d'épargne-retraite immobilisé ou dans un régime d'épargne immobilisée restreint pour l'époux; ou
 - iii. transféré dans un fonds de revenu viager ou dans un fonds de revenu viager restreint pour l'époux; ou
- b. si, au décès du titulaire, il n'y a pas d'époux admissible c
 - i. versé au bénéficiaire désigné du titulaire conformément au régime; ou
 - ii. versé à la succession du titulaire si aucun bénéficiaire n'a été désigné conformément au régime.

L'émetteur du régime doit recevoir une preuve satisfaisante du décès, une preuve satisfaisante visant à établir si au moment de son décès le titulaire avait un époux ou non et tout autre document qu'il peut exiger.

19. Tous les versements

Tous les transferts et versements du régime sont soumis aux conditions des placements, à la retenue de l'impôt applicable et à la déduction de tous les frais raisonnables.

20. Interdiction de cession et d'autres opérations

L'actif immobilisé du régime ne peut être cédé, grevé, ni faire l'objet d'une promesse de paiement ou d'une garantie, sauf comme le permet le paragraphe 25(4) de la Loi. Toute opération qui contrevient au présent article est nulle.

21. Modification

Aucune modification ne peut être apportée au régime, à moins que le régime modifié ne reste conforme à la Loi et au Règlement ainsi qu'à l'article 146.3 de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada).

22. Renseignements à fournir par l'émetteur du régime

Au début de chaque exercice, l'émetteur du régime est tenu de fournir les renseignements suivants au titulaire :

- a. les montants transférés ou déposés dans le régime, les revenus de placement accumulés, y compris les gains en capital ou pertes en capital non réalisés, les transferts, les paiements ou les retraits du régime et les frais imputés au régime au cours de l'exercice précédent;
- b. la valeur de l'actif immobilisé au début de l'exercice;
- c. le montant minimum qui doit être versé et le montant maximum qui peut être versé au cours de l'exercice.

Si l'actif immobilisé est transféré du régime, les renseignements sont établis à la date du transfert. Au décès du titulaire, la personne qui a droit à l'actif immobilisé reçoit les renseignements établis à la date du décès.

23. Titres et renumérotation

Les titres dans le présent addenda visent uniquement à en faciliter la consultation et ne sauraient servir à l'interpréter. Si une disposition relative à la législation en matière de régimes de retraite ou d'impôt sur le revenu mentionnée dans le présent addenda est renumérotée en raison d'un changement à la loi, la mention dans le présent addenda sera alors considérée comme ayant été mise à jour pour refléter la renumérotation.

24. Conflit entre la législation et l'addenda

En cas de conflit entre la législation en matière de régimes de retraite ou d'impôt sur le revenu applicable et le présent addenda, les dispositions de la législation prévaudront dans la mesure nécessaire au règlement du conflit.

► Détermination du droit à pension fondée sur le sexe.

Le droit à pension qui a été transféré dans le régime a-t-il été déterminé d'une manière qui établit une distinction fondée sur le sexe du titulaire en tant que participant?

Oui Non

Veuillez remplir les sections suivantes

► Type de titulaire

Le titulaire déclare à l'émetteur du régime qu'il est (Cochez **une** case) :

- un participant ou ancien participant au régime de retraite d'où provient l'actif
 un conjoint survivant ou ancien conjoint d'un participant ou ancien participant au régime de retraite d'où provient l'actif

► Type de versement

Le type de versement choisi ci-après par le titulaire demeurera en vigueur jusqu'à ce que le titulaire présente une demande de modification signée (Cochez **une** case) :

- Montant minimum au sens du présent addenda
 Montant maximum au sens du présent addenda
 Montant fixe de _____ \$ (avant impôt après impôt)

La périodicité des versements est indiquée dans la demande. Si le titulaire opte pour un montant fixe, l'émetteur du régime lui versera le montant indiqué à chaque date de paiement prévue dans la demande. Cependant, la somme de ces versements ne peut être inférieure au montant minimum qui doit être versé par le régime, ni supérieure au plafond autorisé des versements du régime, conformément aux dispositions du présent addenda. Si le titulaire du régime ne choisit aucun type de versement, l'émetteur du régime présumera que le titulaire demande le montant minimum.

► Provenance de l'actif

L'actif transféré dans le régime provient (cochez toutes les cases applicables):

- d'un régime de retraite d'un compte de retraite immobilisé d'un fonds de revenu viager d'une rente viagère

► Titulaire

Nom du titulaire (en caractères d'imprimerie)	Signature du titulaire 	Date (JJ-MMM-AAAA)
---	---	--------------------

► Émetteur du régime (représenté par son mandataire)

Signature de la personne autorisée 	Date (JJ-MMM-AAAA)
--	--------------------

BMO Trust : FFR-1114

BMO Gestion de patrimoine est le nom commercial d'un groupe de sociétés comprenant la Banque de Montréal et certaines de ses sociétés affiliées, y compris BMO Ligne d'action Inc., qui fournissent des produits et des services de gestion de patrimoine. BMO Ligne d'action Inc. est une société membre de BMO Groupe financier. ^{MD} Marque de commerce déposée de la Banque de Montréal, utilisée sous licence. BMO Ligne d'action Inc. est une filiale en propriété exclusive de Bank of Montreal Holding Inc. Membre du Fonds canadien de protection des épargnants et de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières.

Consentement de l'époux ou du conjoint de fait au transfert de droits à pension

Moi, _____, je certifie être l'époux ou le conjoint de fait, au sens de la *Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension*, de _____.

Je comprends que mon époux ou mon conjoint de fait a choisi de transférer son droit à pension et que mon consentement écrit est requis à cette fin.

Je comprends que :

- a) le transfert du droit à pension permettra à mon époux ou conjoint de fait de gérer ses propres fonds de pension et lui confère une certaine latitude quant à la détermination du montant qui lui sera versé au cours de chaque année civile;
- b) les fonds transférés pourront être affectés à l'achat d'une prestation viagère à une date ultérieure, mais que rien n'exige que les fonds transférés soient affectés à l'achat d'une prestation viagère;
- c) si les fonds transférés sont affectés à l'achat d'une prestation viagère, celle-ci doit être une prestation réversible, sauf si je renonce à mes droits en signant une formule de renonciation distincte au plus tard quatre-vingt-dix jours précédant le premier versement de la prestation.

Je comprends également que le fait de transférer le droit à pension à un régime d'épargne-retraite prévu par règlement permettra à mon époux ou conjoint de fait d'en retirer des fonds chaque année, sous réserve des limites de retrait minimal et de retrait maximal. Cependant, je comprends que le montant du revenu de pension ou de la prestation au survivant auquel j'aurai droit ultérieurement pourrait être considérablement réduit dans les cas suivants :

- a) mon époux ou conjoint de fait choisit de retirer le montant maximal permis chaque année;
- b) le rendement du placement est faible.

Néanmoins, je consens au transfert du droit à pension à un régime d'épargne-retraite prévu par règlement et je certifie que :

- a) j'ai lu la présente formule et je la comprends;
- b) ni mon époux ou mon conjoint de fait, ni personne d'autre n'a exercé de pression afin que je signe la présente formule;
- c) je suis conscient que :
 - (i) la présente formule ne constitue qu'une description générale de mes droits au titre de la *Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension* et du *Règlement de 1985 sur les normes de prestation de pension*,
 - (ii) si je souhaite comprendre précisément tous mes droits, je dois lire la *Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension* et le *Règlement de 1985 sur les normes de prestation de pension* ou demander l'avis d'un conseiller juridique;
- d) je sais que j'ai le droit de conserver une copie de la présente formule de consentement.

Je signe la présente formule pour donner mon consentement au transfert à _____, le 20 _____.

Le nom et le numéro d'agrément du régime de pension de mon époux ou conjoint de fait

Signature de l'époux ou du conjoint de fait

Adresse de l'époux ou du conjoint de fait

(Numéro de téléphone à la maison)

(Numéro de téléphone à la maison)

DÉCLARATION DU TÉMOIN

J'atteste ce qui suit :

- a) mon nom complet est _____
- b) mon adresse est _____
- c) j'ai été témoin de la signature du présent consentement par.

Signature du témoin

(Numéro de téléphone à la maison)

(Numéro de téléphone à la maison)